

Le blog-notes de Jean-Michel Lamy

La croissance Hollande au secours de la croissance Macron

Le diagnostic-vérité de l'OFCE

JEAN-MICHEL LAMY

Derrière le miroir d'un chiffre global, la vraie vie d'un taux de croissance recèle bien des surprises. En soulevant le couvercle du PIB les experts de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) ont découvert qu'à deux reprises,

Ce sont les effets positifs des mesures budgétaires de l'époque Hollande qui compensent les effets négatifs pour la croissance des mesures de l'ère Macron

en 2018 et 2019, ce sont les effets positifs des mesures budgétaires de l'époque Hollande qui compensent les effets négatifs pour la croissance des mesures de l'ère Macron. Quand Hollande soutient Macron...

Les analystes de l'OFCE n'ont pas leur pareil pour décortiquer les impulsions de politique économique décidées par les dirigeants politiques. Les précisions, à la virgule près, de leurs



“Perspectives” du 18 octobre laisseront dubitatifs, mais elles livrent des enseignements précieux. Voici comment l'OFCE résume l'impact total de la politique budgétaire nationale sur la croissance du PIB : “0,0% en 2018 ; + 0,1% en 2019 ; - 0,1% en 2020”. De quoi relativiser bien des envolées sur la prétendue austérité néo-libérale du gouvernement ! L'instrument loi de finances est d'une neutralité presque parfaite

sur le niveau du PIB. Dans le détail le CICE et le Pacte de responsabilité signés Hollande apportent en 2018 et 2019 respectivement 0,2 et 0,1 point de PIB alors que les mesures des lois de Finances “Macron” amputent cette année le PIB de 0,2 point et comptent, selon le projet en examen à l'Assemblée nationale, pour 0,0 point l'an prochain. Ces pourcentages ne peuvent qu'inciter l'ensemble du

personnel politique à la modestie sur sa marge de manœuvre instantanée en faveur du taux de croissance. Les variations du prix du baril de pétrole sont bien plus déterminantes. Une “simple” hausse de 10 dollars correspond à 0,2 point de PIB en moins à l'horizon de deux ans. Une dépendance que la France a tendance à oublier un peu trop vite. Où trouver alors des motifs pour croire à une expansion

plus soutenue ? A priori dans le vaste chantier de transformation du pays engagé par LaREM (La République en marche). Son but est bien de gonfler les voiles du “potentiel”. L'Institut Rexecode a procédé à quelques évaluations à l'échéance de ... cinq à sept ans. En tête du palmarès figure la réforme du Code du travail pour “un impact sur le niveau de PIB potentiel de 0,4 à 0,6 point”, suivie de la baisse de l'Impôt sur les sociétés autour d'une fourchette de 0,3 à 0,4 point, puis de la simplification de la fiscalité du capital (taux unique de 30%) “de nature à entraîner un gain durable de la croissance potentielle de l'ordre de 0,2 point”.

Le contraste est immense entre les passions autour de ces trois mesures emblématiques et la lenteur des processus censés irriguer le PIB réel. “A moyen terme les réformes Macron pourraient augmenter de 0,9 à 1,3 point le PIB potentiel”, affirme Michel Didier, président de Rexecode. Ce n'est pas rien puisqu'en 2018 le PIB potentiel de la France - la croissance sans déséquilibres graves - est estimé à 1,2%. Au cours du prochain quinquennat, si tout se passe comme le prévoit l'Institut Rexecode, ce sera au tour de la croissance Macron de venir au secours d'Emmanuel Macron ou de son successeur.